



Lecture Le niveau des écoliers français en baisse

LES RÉSULTATS des jeunes Français en lecture sont médiocres. Et ils sont en baisse depuis le début des années 2000. Tels sont les principaux enseignements du « Programme international de recherche en lecture scolaire » (Pirls), une enquête internatio-

nale réalisée sur des écoliers de 9 ans et 10 ans et rendue publique mardi 5 décembre. Avec une moyenne de 511 points, la France est classée à la 34^e place, sur les 50 pays participants à la recherche. Notre système éducatif est en retrait par rapport à la

moyenne des pays de l'OCDE (541 points), ou celle des pays de l'Union européenne (540 points). La France arrive loin derrière la Russie (581 points), Singapour (576), Hongkong (569), l'Irlande (567) ou la Finlande (566).

PAGE 10

Face aux piètres résultats en lecture, un nouveau cap

Dictée quotidienne, évaluations... M. Blanquer s'appuie sur les scores de Pirls pour légitimer sa politique

Après le « choc PISA », le « choc Pirls » ? Enquête après enquête, la France est confrontée à une érosion de ses résultats scolaires. Les données publiées mardi 5 décembre sur les compétences en lecture ont de nouveau jeté un froid. Le Programme international de recherche en lecture scolaire (Pirls), portant sur les élèves de CM1 ou d'un niveau équivalent de 50 pays octroie à notre système éducatif 511 points. C'est plus que la moyenne symbolique fixée, depuis la première édition en 2001, à 500 points par l'association IEA qui pilote l'étude. Mais moins que la plupart des pays européens.

La France se situe à la dernière place des 34 pays dépassant les 500 points. Elle est surtout, avec les Pays-Bas, le seul pays à réussir de moins en moins bien. A l'âge de 10 ans, un Français lit plus difficilement que la moyenne des élèves européens, mais aussi moins bien que ce que faisait, au même âge, son aîné il y a quinze ans.

Ce constat d'une « dégradation constante » avait déjà permis à la gauche, en 2012, de justifier des grands axes de sa refondation de l'école – la priorité au primaire, l'accent mis sur la maîtrise des compétences de base en français et en mathématiques... L'école française écopait, alors, d'un score à peine plus élevé (520 points).

En convoquant la presse, mardi, après la publication des résultats, pour sonner la mobilisation autour de la maîtrise du français et des « fondamentaux », le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, a réitéré l'exercice, s'emparant, comme ses prédécesseurs, d'une enquête internationale

pour légitimer son plan d'action.

« Anarchie pédagogique »

L'« évaluation », la « recherche » et la « comparaison internationale » sont les maîtres mots d'un projet pour l'école que le ministre assure vouloir placer au-delà des clivages. Il prend pourtant le risque de relancer certaines querelles : il a surpris le microcosme scolaire en promettant de rendre effective, dans le primaire, cette « dictée quotidienne » qu'avait tenté de promouvoir en 2015 sa prédécesseur, Najat Vallaud-Belkacem. Un souhait qui avait provoqué un tollé parmi les enseignants, dénonçant alors un « coup de com' » déconnecté des nouveaux programmes autant que de leurs pratiques.

Deux ans sont passés, et le ministre de l'éducation va même plus loin en défendant, dans la même veine, le recours à la « récitation quotidienne » et à la « lecture à voix

haute », à un « livre par mois » voire à une « histoire par jour »... Des préconisations floues, mais laissant entendre qu'il aurait prises sur ce que font en classe les enseignants quand les portes sont closes.

« La liberté pédagogique n'est pas l'anarchie pédagogique », estime M. Blanquer ; idem de « la liberté éditoriale [qui] ne doit pas être une anarchie éditoriale ». Aux enseignants, il promet des recommandations sur la recherche pour choisir les « bonnes méthodes », s'appuyant sur le « déploiement de pédagogies explicites, progressives et structurées fondées sur l'expérience » ; des recommandations, aussi, pour choisir entre des manuels qui « ne se valent pas tous », avec la promesse que « 100 % des élèves en soient dotés au CP ».

Aux élèves et aux parents, le ministre propose de nouvelles évaluations : en plus de celles initiées, depuis septembre, à l'entrée du CP et de la 6^e, il annonce l'introduction de tests, conçus par le tout nouveau Conseil scientifique de l'éducation nationale, en milieu d'année en CP et CE1. Deux niveaux dont ce gouvernement a fait sa priorité : la promesse-phare du candidat Macron, les dédoublements de classe en éducation prioritaire, devrait concerner 12 000 classes et 340 000 élèves à la rentrée 2019. Une ambition que les syndicats jugent difficile à tenir, faute de postes. « La véritable bienveillance envers les élèves consiste à faire en sorte qu'ils ne sombrent pas dans la difficulté, fait valoir M. Blanquer. Cette culture de l'évaluation doit être comprise comme une culture de l'aide et du soutien au service des plus fragiles. »

Difficile de s'y retrouver cependant dans le maquis d'annonces déclinées mardi et censées faire remonter le niveau des élèves : l'introduction de « repères annuels » dans les programmes, réécrits dans une logique de cycles de trois ans, jouxte l'organisation d'une « grande conférence sur l'école maternelle » promise en mars 2018. L'annonce d'une formation « renforcée » des enseignants à la lecture voisine avec le recentrage des activités pédagogiques complémentaires, à l'école primaire, « spécifiquement consacrées à la lecture » ; idem de l'accompagnement personnalisé au collège.

Pour les acteurs de l'école, la réponse n'est pas forcément la bonne. « A une situation des plus préoccupantes, le ministre répond par un plan hors sujet axé sur le dé-





► 7 décembre 2017 - N°22675

chiffre et la maîtrise du code, réagit-on au syndicat d'enseignants SE-UNSA. Il évacue la question de l'accès au sens.» C'est cet accès au

sens qui pose problème, souligne aussi l'historien Claude Lelièvre: «Pirls pointe nos difficultés, voire notre retard, pour les niveaux élevés de compréhension de l'écrit, observe ce fin connaisseur du système. Mais nous sommes honorablement placés pour ce qui est du

décodage des textes.»

«Unité nationale»

Interrogé, M. Blanquer insiste sur «le lien que doit être capable de faire l'élève entre décodage et sens, lecture et compréhension», appelant à «dépasser ces oppositions pour créer autour de l'école une unité nationale, de la cohésion».

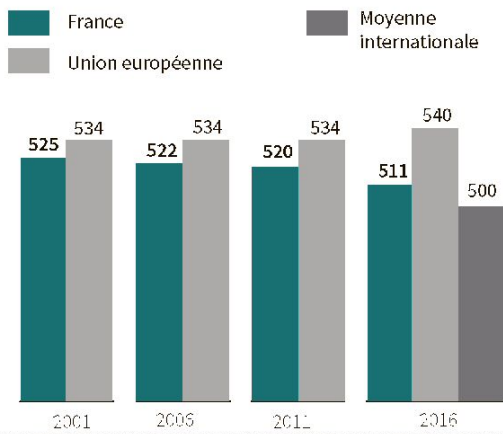
Les chefs d'établissement du SNPDEN ont, eux, choisi de replacer ces dispositions sur le temps

long: «La situation devient alarmante malgré les innombrables annonces faites par les dix ministres de l'éducation nationale qui se sont succédé depuis la première enquête Pirls de 2001, souligne ce syndicat. Face au choc que devraient susciter les résultats de Pirls, un nouveau train de mesures pris dans l'urgence aura la même destinée que les précédentes.» ■

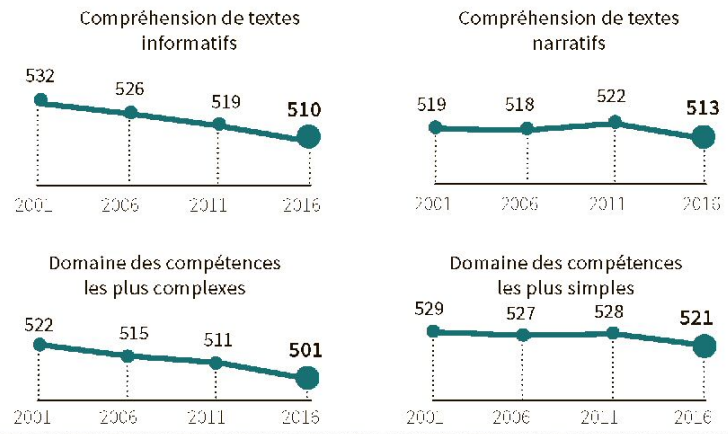
MATTEA BATTAGLIA

Baisse continue depuis 2001

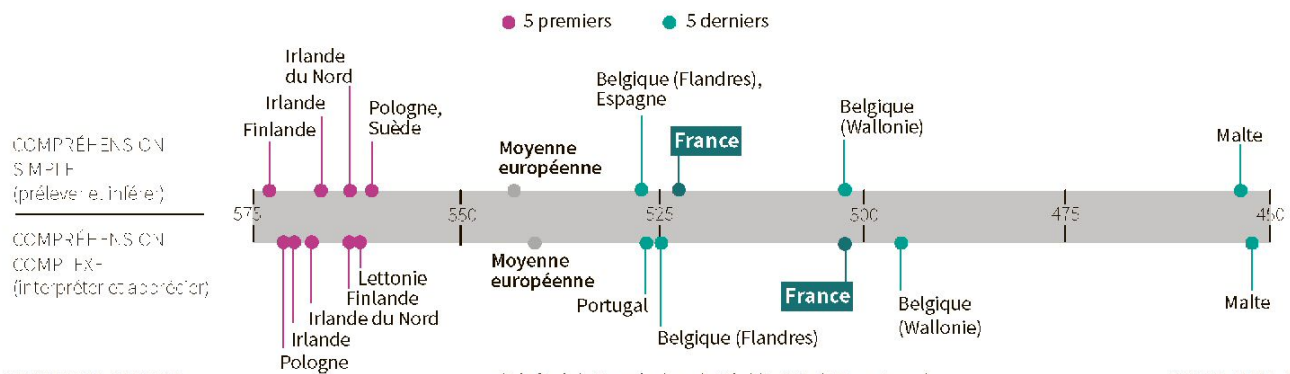
COMPRÉHENSION DE L'ÉCRIT*



ÉVOLUTION DU SCORE MOYEN DES ÉLÈVES FRANÇAIS*



CLASSEMENT DES PAYS EUROPÉENS SELON LEURS COMPÉTENCES*



INFOGRAPHIE : LE MONDE

*A la fin de la 4^e année de scolarité obligatoire (CM1 en France)

SOURCE : PIRLS, 2016